



Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 PARIS

St Geniès des Mourgues, le 25 juillet 2023

Monsieur le Président,

Notre société vit depuis quelques temps une transformation qui inquiète la majeure partie de nos concitoyens.

Quelques exemples : crise des gilets jaunes, manifestations sur la loi Retraite. Deux revendications qui peuvent être légitimes et relevant de notre belle démocratie républicaine.

Et bien, ces manifestations se terminent toujours dans des heurts, des violences de bandes organisées, des pillages de magasins, et comble de tout, bien souvent commentées par des journalistes plein d'ambiguïté à l'égard de ceux qui sont là pour nous protéger, j'ai nommé Police et Gendarmerie.

Dans notre nouvelle société, un mot est toujours mis en avant : LE DROIT, un autre mot à tendance à s'estomper : LE DEVOIR.

Je suis issu d'un milieu modeste, mon père était cantonnier au bord des routes et ma mère était à la maison à gérer la famille et pourvoir à notre éducation.

Je suis élu dans un village de 2000 habitants depuis 1977 et Maire depuis 1995.

Ce changement profond dans la vie de notre société et de notre belle démocratie me choque profondément.

« J'AI MAL POUR MA FRANCE »

Aussi, Monsieur le Président, je vous suggère une idée.

On dit toujours haut et fort que « La France est le pays de la Déclaration des droits de l'homme ».

Devant ces déchainements de violence qui suivent désormais toutes nos manifestations, devant ces actes de pillages réalisés par des hordes de jeunes ou moins jeunes voyous, sous prétexte qu'un jeune délinquant a malencontreusement été tué par un policier qui était là pour faire son devoir et qui n'aurait pas tiré si le jeune délinquant avait obtempéré, je souhaiterais l'aménagement suivant sur la France et les droits de l'homme :

« La France est le pays de la Déclaration des DEVOIRS et des DROITS de l'homme »

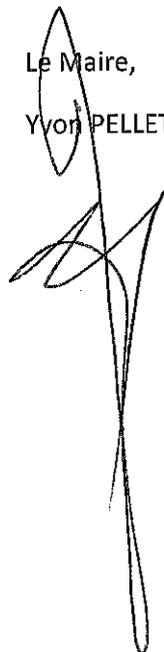
En effet, les devoirs accomplis par le citoyen impliquent naturellement les droits.

Alors qu'aujourd'hui, une belle marge de nos concitoyens profite des larges droits, notamment sociaux, qu'octroie notre République, sans jamais se plier aux devoirs nécessaires au bon fonctionnement de notre démocratie basée sur le respect de l'autre et la tolérance.

Voilà Monsieur le Président, la proposition que je vous sou mets. Je transmets copie de cette lettre à mes amis Mesdames et Messieurs les Députés et Sénateurs du Département.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma haute considération.

Le Maire,
Yvon PELLET

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long vertical stroke at the end, positioned below the typed name.